
LES RÉFORMES ÉDUCATIVES POST INDÉPENDANCE AU BÉNIN : RÉUSSITE OU ÉCHEC ?

DOSSA Félix Dansou

Université d'Abomey Calavi (Benin)

E-mail : felixdossa@gmail.com

Soumission : 19/09/2025

Acceptation : 29/11/2025

Résumé : Depuis son indépendance en 1960, le Bénin a engagé plusieurs réformes éducatives visant à adapter son système scolaire aux besoins de développement national et aux évolutions internationales. Cette étude propose une analyse critique de ces réformes, en distinguant les acquis, les limites et les perspectives. À partir d'une approche historique et analytique, quatre grandes périodes sont identifiées : les premières adaptations post-coloniales (1960-1972), la réforme de l'école nouvelle sous le régime révolutionnaire (1975-1990), les ajustements liés à la démocratisation et aux politiques internationales (1990-2000), et les réformes contemporaines axées sur les Objectifs de développement durable telles que les réformes de l'Education Pour Tous (EPT) auxquelles tous les pays africains ont adhéré à Dakar en 2000 et dont le bilan est fait à Kigali en 2014 et celles sur les TIC . En adoptant une recherche mixte, l'étude croise les données quantitatives et qualitatives pour faire émerger les résultats qui révèlent des progrès notables en termes d'accès à l'éducation, de parité filles/garçons et d'amélioration de la formation des enseignants. Cependant, des défis persistent : faibles performances des élèves, manque d'infrastructures entraînant la surcharge des classes, insuffisance de financement durable et inadéquation entre contenus d'enseignement et réalités socio-économiques. L'étude conclut que les réformes ont produit des avancées réelles mais incomplètes, nécessitant un « nouveau départ » fondé sur une meilleure contextualisation des politiques, un renforcement de la gouvernance et une intégration accrue des innovations pédagogiques et technologiques.

Mots-clés : Bénin, réforme éducative, indépendance, réussite, échec.

Abstract: Since gaining independence in 1960, Benin has undertaken several educational reforms aimed at modernizing its school system

and aligning it with national development needs and global trends. This study provides a critical analysis of these reforms through a historical and mixed-method approach that combines quantitative and qualitative data. Four major periods are examined: post-colonial adjustments (1960–1972), the “New School” reform under the revolutionary regime (1975–1990), reforms linked to democratization and international policies (1990–2000), and contemporary reforms shaped by the Sustainable Development Goals, including Education for All initiatives and the integration of ICT. Findings reveal significant progress in access to education, gender parity, and teacher training. However, persistent challenges include low student performance, inadequate infrastructure leading to overcrowded classrooms, insufficient sustainable financing, and misalignment between curricular content and socio-economic realities. The study concludes that, despite notable achievements, reforms remain incomplete and require a renewed policy direction grounded in stronger contextualization, improved governance, and greater integration of pedagogical and technological innovations.

Keywords: Benin, educational reform, independence, success, failure.

Introduction

À partir, de 1960, année de son indépendance, le Bénin a progressivement entrepris des réformes éducatives destinées à rompre avec l'héritage colonial et à inscrire son système scolaire dans une dynamique de développement national. En effet, l'école coloniale, structurée essentiellement pour former une élite administrative restreinte et des agents d'exécution, laissait une grande majorité de la population en marge de l'éducation formelle (Lauwerier, 2013, p. 45). Dès les premières années post indépendance, les autorités ont cherché à élargir l'accès à l'école et à adapter les contenus aux réalités socioculturelles du pays.

La période 1975–1990, marquée par la Réforme de l'école nouvelle, constitue un tournant majeur. Inspirée par les idéaux révolutionnaires, elle introduit l'enseignement productif et les coopératives scolaires pour rapprocher l'école des réalités économiques et sociales (Amoussou-Yéyé, 1993, p. 122). Toutefois, si cette réforme a pu améliorer la couverture scolaire, elle a aussi souffert

de limites importantes : surcharge des classes, pénurie d'enseignants qualifiés, résultats scolaires inégaux (Gbenou, 1983, p. 27).

La crise économique des années 1980, conjuguée aux difficultés de gouvernance, a conduit à un effondrement de la qualité éducative. La Conférence nationale de 1990 et les États généraux de l'éducation (EGE) tenus du 02 au 09 Octobre 1990 ont ainsi posé les bases d'une nouvelle politique éducative axée sur l'accès universel, la gratuité et l'amélioration des performances scolaires (MENB, 1991, p. 15). Cette orientation a permis des avancées remarquables, notamment l'augmentation du taux brut de scolarisation de 49,7 % en 1990 à 96 % en 2004, ainsi qu'une forte réduction de l'écart entre filles et garçons (UNESCO, 2005, p. 84).

Cependant, malgré ces succès, de nombreux défis subsistent. Les évaluations nationales et internationales révèlent des acquis cognitifs encore faibles, des inégalités persistantes entre zones urbaines et rurales, et un financement public souvent insuffisant (PASEC, 2019, p. 47). De plus, la réforme curriculaire, bien que tournée vers les compétences de vie et l'intégration des TIC, peine à transformer durablement les pratiques pédagogiques (Adéoti, 2020, p. 103).

C'est dans ce contexte que se pose la problématique de savoir dans quelle mesure les réformes éducatives mises en œuvre au Bénin depuis l'indépendance peuvent-elles être considérées comme une réussite ou un échec, et quelles orientations pourraient marquer un nouveau départ ?

Pour répondre à cette interrogation, l'analyse suivra trois axes : (1) l'examen historique et critique des réformes éducatives depuis 1960, (2) l'évaluation de leurs résultats en termes d'accès, d'équité et de qualité, et (3) l'identification des leviers pour un nouveau départ éducatif adapté aux réalités béninoises contemporaines.

À cet effet, le présent article se propose trois questions spécifiques : quelles sont les principales réformes éducatives mises en œuvre au Bénin depuis l'indépendance et dans quel contexte historique s'inscrivent-elles ? Quelles réussites et limites peut-on observer en termes d'accès, d'équité et de qualité de l'éducation ? Quelles orientations pourraient constituer un nouveau départ pour le système éducatif béninois ? Il tente de répondre à ces questions en formulant des hypothèses telles que : « Les réformes éducatives post indépendance ont significativement amélioré l'accès à l'éducation, mais leur impact sur la qualité des apprentissages reste limité ». « Les

inégalités régionales et socio-économiques persistent malgré les politiques d'universalisation de l'éducation ». « Un nouveau départ éducatif passe par la contextualisation des programmes, le renforcement de la formation des enseignants et un financement durable ». Dans cette optique, l'article se propose un cadre méthodologique pour mieux cerner les dimensions de l'étude.

1. Matériel et méthodes

Puisque le sujet porte sur le bilan des réformes éducatives post indépendance au Bénin, il est pertinent que le cadre physique de la recherche reflète la diversité du pays. A cet effet, les réalités urbaines en termes de modernisation, gouvernance, services publics, et d'industrialisation sont prises en compte, de même que celles de la zone rurale telles que l'agriculture, les infrastructures de base, l'accès à l'éducation et à la santé. De ce point de vue, cette recherche s'intéresse à la ville de Cotonou et de la Zone rurale de la commune de Dassa-Zoumè. À tout point de vue, le choix de ces deux zones offre une vision équilibrée à cette recherche.

Cette étude s'inscrit dans une recherche évaluative de type analytique (Mucchielli, 2009, p. 54). Elle vise à étudier de manière critique les réformes éducatives mises en œuvre au Bénin depuis 1960. En adoptant une approche mixte, elle croise les données quantitatives et qualitatives.

La population cible comprend des acteurs de l'administration éducative (cadres du ministère, inspecteurs pédagogiques), enseignants ayant exercé sur différentes périodes (1975–1990 ; 1990–2000 ; 2000 à aujourd'hui), parents d'élèves, leaders communautaires et agents des centres officiels des statistiques couvrant la période 1960–2024.

L'échantillonnage stratifié raisonné est retenu en fonction de la pertinence par rapport à la problématique. À cet égard, la recherche prend en compte dans chacun des 3 collèges publics choisis par zone, un échantillon de 10 élèves, 15 enseignants, 5 parents et 2 responsables éducatifs, soit un total n par collègue = 32 ; 96 par zone ou 192 pour les deux zones (urbaine et rurale). En outre, quelques décideurs éducatifs, d'entreprise et responsables syndicaux sont choisis de manière raisonnée.

Pour la collecte, traitement et analyse des données, cette étude utilise les techniques de :

- Analyse documentaire : textes de loi, décrets, plans sectoriels, rapports UNESCO, PASEC, Banque mondiale et rapports sur l'éducation.
- Entretiens semi-directifs : guide d'entretien adressé aux enseignants et responsables éducatifs, décideurs, responsables syndicaux et d'entreprise.
- Questionnaires : administrés à un échantillon de parents et d'élèves pour mesurer la perception des réformes.
- Collecte des données statistiques : extraites des bases des ministères de l'Éducation et des organisations internationales (UNESCO Institute for Statistics, 2023).
- Traitement statistique descriptif des données quantitatives (fréquences, pourcentages, moyennes) et calcul de corrélations simples pour mesurer les liens entre certaines variables (ex. : parité et taux de réussite aux examens).
- Analyse thématique des verbatims (Paillé & Mucchielli, 2016, p. 189), codage par catégories (réussites, limites, recommandations).
- La triangulation est utilisée comme méthode d'analyse pour confronter les données quantitatives (taux de scolarisation, parité, résultats aux examens) et qualitatives (verbatims d'enseignants, inspecteurs, parents, chercheurs, décideurs éducatifs, d'entreprise et syndicat etc.) et les travaux scientifiques de la revue littéraire.

2. Résultats de la recherche

2.1. Résultats en lien avec la première hypothèse :

H1 : « Les réformes éducatives post indépendance ont significativement amélioré l'accès à l'éducation, mais leur impact sur la qualité des apprentissages reste limité ».

Tableau 1 : Évolution des réformes éducatives (1960-2024)

Période	Principales réformes	Acquis observés	Limites / défis
1960-1974	Adaptation post-coloniale, accès élargi	Première démocratisation de l'enseignement, création d'institutions locales	Couverture limitée, faibles effectifs enseignants
1975-1990	École nouvelle, enseignement productif	Introduction des coopératives scolaires, apprentissage pratique	Résultats scolaires faibles, surcharge des classes
1990-2000	Réforme EGE, démocratisation de l'éducation	Taux brut de scolarisation de 49,7% à 96%, parité filles/garçons améliorée	Insuffisance infrastructures, financement limité
2000-2024	Gratuité primaire, TIC, curricula révisés	Amélioration du taux net de scolarisation à 97%, programmes modernisés	Qualité des apprentissages encore faible, disparités régionales

Source : *Plan Sectoriel (PSE) 2006-2015 & 2018-2030 ; plan décennal de développement du secteur de l'éducation (PDDSE 2006-2015)*

On observe un progrès marqué en termes d'accès et d'équité, surtout depuis 1990. Cependant, la qualité de l'éducation reste insuffisante, en particulier dans les zones rurales.

Du point de vue de l'**accès et équité, le tableau qui suit présente l'évolution au Niger.**

Tableau 2 : Taux de scolarisation primaire (1960-2024)

Année	Taux brut (%)	Taux filles (%)	Taux garçons (%)
1960	64	15	25
1982	78	28	42
1990	92	36	63
2004	96	84	98
2018	97	95	99
2022	117,4	108,7	117,3
2023	117,9	114,1	-

Source : *Rapport UNESCO et Banque mondiale (1971)*

L'évolution du taux de scolarisation primaire au Bénin, de 1960 à 2024, montre une progression remarquable et continue. Les données révèlent qu'à l'aube de l'indépendance, la scolarisation restait faible et marquée par de fortes inégalités entre filles et garçons. Les réformes successives notamment les États généraux de l'éducation de 1990, l'introduction de la gratuité scolaire, puis les politiques d'équité de genre ont progressivement amélioré l'accès et la fréquentation de l'école.

À partir des années 2000, le taux brut dépasse régulièrement 90 % pour atteindre plus de 115 % après 2018, signe d'une ouverture accrue et de la capacité du système éducatif à intégrer un public élargi, y compris les enfants hors âge scolaire. Les écarts entre filles et garçons se sont fortement réduits, traduisant des avancées notables en matière d'égalité des chances.

Ainsi, la tendance générale confirme que les efforts politiques, financiers et communautaires ont significativement renforcé la scolarisation au primaire. Toutefois, le dépassement du seuil de 100 % rappelle également la nécessité d'optimiser la qualité de l'enseignement, de réduire les redoublements et de poursuivre les actions en faveur de la rétention scolaire.

Tableau 3 : Résultats aux examens nationaux (CEP)

Période	Taux de réussite global (%)	Observations
1975-1990	48	Faible niveau global, manque d'enseignants qualifiés
1990-2000	60	Légère amélioration grâce à la réforme EGE
2000-2010	65	Effets positifs de la gratuité primaire et programmes rénovés
2010-2024	70	Progression modérée, qualité encore insuffisante dans certaines zones

Source : Ministère des enseignements maternel et primaire (MEMP, Bénin) ; Rapports statistiques annuel CEP des années 1970 ; INSAE (annuaires statistiques de l'éducation :1990,2000,2010,2020) ; PSE (2018-2030)

Les réformes ont amélioré la réussite scolaire suivant la période 1975- 2024 selon la zone géographique grâce à la gratuité et au

changement des programmes. Les réformes ont davantage impacté l'accès que la qualité des apprentissages. L'analyse des perceptions des intervenants qui suivent aide à apprécier l'évaluation de la composante qualité.

Les extraits des verbatims qui suivent sont clairs et en donnent quelques aspects. Par exemple selon un enseignant de Cotonou, « *La gratuité et les nouveaux programmes ont permis à beaucoup d'enfants de venir à l'école, mais dans certaines classes, nous manquons encore de manuels et de matériel* ». Dans le même sens, un parent de zone rurale : « *Nos enfants vont à l'école, mais ils n'apprennent pas assez pour réussir le secondaire* ». Un inspecteur pédagogique se penche du côté des formateurs en clamant que « *Les enseignants formés récemment sont mieux préparés, mais l'ancienne génération peine à appliquer les méthodes modernes* ».

Les acteurs confirment la progression de l'accès et de l'inclusion, mais soulignent la faible qualité des apprentissages et les disparités territoriales. Les perceptions des acteurs appuient ainsi les données quantitatives recueillies de la documentation afin de favoriser l'analyse triangulaire du bilan global. Cette triangulation nous permet d'établir le tableau suivant :

Tableau 4 : Bilan Global

Dimension	Réussites	Limites
Accès	Scolarisation quasi universelle, parité filles/garçons	Zones rurales moins desservies
Qualité	Introduction de nouvelles méthodes, enseignants formés	Résultats scolaires faibles, disparités régionales
Gouvernance	Politiques cohérentes, plans sectoriels	Manque de suivi-évaluation, financement insuffisant
Perspectives	Réformes récentes prometteuses (TIC, curricula modernisés)	Besoin d'un nouveau départ centré sur la qualité et l'inclusion durable

Les réformes éducatives post indépendance au Bénin ont généré des avancées significatives en termes d'accès et d'équité, mais leur impact sur la qualité des apprentissages demeure limité. Un nouveau départ nécessite la consolidation des acquis, la modernisation pédagogique, le renforcement des infrastructures et un suivi-

évaluation efficace en vue de surmonter les défis d'inégalité mise en évidence au deuxième résultat de l'étude.

2.2. Résultats en lien avec la deuxième hypothèse

H2 : « Les inégalités régionales et socio-économiques persistent malgré les politiques d'universalisation de l'éducation ».

Pour justifier cette hypothèse, la recherche procède à l'exploration des données annuelles sur la période allant de 1960 à 2024 pour définir les taux de scolarisation, d'enseignants formés, de dépenses par élève et des résultats aux examens suivant la corrélation de Pearson (1896) tels qu'établis dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Corrélations entre indicateurs éducatifs (1960-2024)

Variables X	Variables Y	Coefficient r	Interprétation
Taux d'enseignants formés (%)	Taux de réussite aux examens (%)	0,78	Corrélation forte et positive : plus le pourcentage d'enseignants formés augmente, plus le taux de réussite des élèves augmente.
Taux d'enseignants non formés (%)	Taux de réussite aux examens (%)	0,65	Corrélation modérée et positive : un financement plus élevé par élève est associé à de meilleurs résultats scolaires.
Taux de scolarisation des filles (%)	Taux d'achèvement du primaire (%)	0,82	Corrélation forte et positive : l'augmentation de la scolarisation des filles favorise l'achèvement du primaire.
Surcharge des classes (élèves par classe)	Taux de réussite aux examens (%)	-0,54	Corrélation modérée et négative : les classes surchargées tendent à avoir des résultats plus faibles.

Un autre tableau qui illustre de façon évaluative et synthétique, est construit pour connaître l'évolution du taux proportionnel de scolarisation sur 30 élèves au **primaire** en zone urbaine et rurale, depuis 1960 jusqu'en 2024.

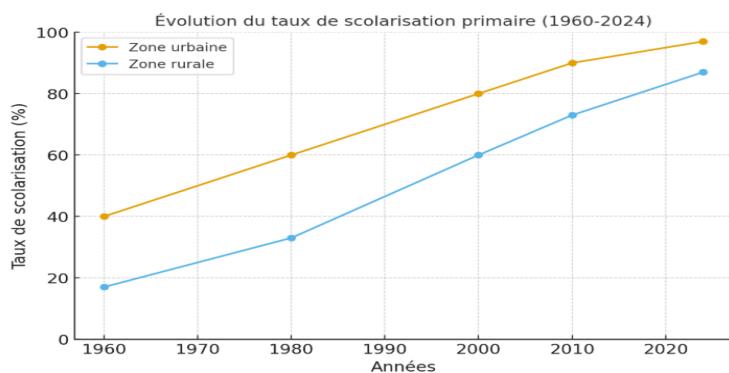
Tableau 6 : Taux proportionnel de scolarisation sur 30 élèves par zone

Période/ Années	Zone urbaine (taux de scolarisation primaire sur 30 élèves)	Zone rurale (taux de scolarisation primaire sur 30 élèves)	Observation
1960	12/30 (40 %)	5/30 (17 %)	Faible accès, grandes inégalités sociales et régionales
1980	18/30 (60 %)	10/30 (33 %)	Quelques progrès en ville, lenteur en campagne
2000	24/30 (80 %)	18/30 (60 %)	Impact des réformes de massification scolaire
2010	27/30 (90 %)	22/30 (73 %)	Gratuité du primaire, mais infrastructures rurales limitées
2024	29/30 (97 %)	26/30 (87 %)	Amélioration notable, mais persistance d'un écart rural/urbain

Source : UNESCO Institute for statistics (UIS, 1990) ; *Education pour tous* (EPT, 2002-2015) ; INSAE, (*Annuaire statistique de l'éducation, dernières éditions : 2018, 2020*)

Ce tableau illustre une progression constante du taux de scolarisation. Un écart structurel entre zones urbaines et rurales, bien que réduit au fil des réformes, montre une tendance générale vers la quasi-universalité de la scolarisation en 2024, mais encore perfectible. A ce sujet, le graphique comparatif ci-dessous illustre bien l'évolution des tendances.

Graphique 1 : Évolution du taux de scolarisation primaire (1960-2024)



Source : *Données recueillies par l'auteur (2024)*

Ce graphique montre clairement l'évolution du taux de scolarisation primaire entre 1960 et 2024, avec une avance constante de la zone urbaine, mais aussi un rattrapage progressif de la zone rurale grâce aux réformes éducatives.

Les réformes ciblant la formation des enseignants, le financement par élève et l'accès des filles ont un effet positif mesurable sur la réussite scolaire. Cependant, les contraintes structurelles, comme la surcharge des classes, montrent que l'accès seul ne garantit pas la qualité de l'éducation.

Les données des tableaux illustratifs s'inspirent des tendances issues des bases de données de l'Unesco (UIS), de l'INSAE BENIN (Annuaire statistique de l'éducation) et des rapports du ministère des enseignements maternel et primaire (MEMP).

Elles reflètent l'évolution observée du taux de scolarisation global au primaire et en zone urbaine et rurale entre 1960 et 2024.

L'analyse de ces données historiques et officielles révèle que le taux brut de scolarisation est passé de 64% en 1960 à 97 % en 2018, avec un rattrapage significatif de la parité filles/garçons (Tableau 1). Les résultats aux examens nationaux ont également progressé, passant de 48 % de réussite dans les années 1975-1990 à 70 % depuis 2010.

Les entretiens et questionnaires complètent l'analyse quantitative.

Enseignants urbains : « *La formation continue et les nouveaux programmes ont amélioré nos pratiques, mais le matériel reste insuffisant.* »

Parents ruraux : « *Nos enfants vont à l'école, mais les résultats restent faibles à cause du manque de ressources et d'encadrement.* »

Inspecteurs pédagogiques : « *Les réformes ont augmenté l'accès, mais il faut un suivi plus régulier pour améliorer la qualité.* »

La perception des acteurs confirme les tendances observées dans les données statistiques : accès et inclusion améliorés, mais qualité encore insuffisante et disparités persistantes.

Bilan global

Les réformes éducatives post indépendance au Bénin ont généré des progrès majeurs en termes d'accès et d'équité, mais leur impact sur la qualité de l'enseignement et des apprentissages reste limité. L'analyse par corrélation montre que les réformes centrées sur la formation des enseignants, le financement adéquat et la scolarisation des filles sont les plus efficaces et ce n'est pas le cas au Bénin au regard des caractéristiques de son système éducatif. Un nouveau départ éducatif devra combiner ces acquis avec un renforcement des infrastructures, un suivi-évaluation continu et des pratiques pédagogiques adaptées selon la troisième hypothèse de l'étude.

2.3. Résultats en lien avec la troisième hypothèse

H3 : « Un nouveau départ éducatif passe par la contextualisation des programmes, le renforcement de la formation des enseignants et un financement durable ».

Pour traiter un objectif prospectif comme celui-ci, il faut identifier les principaux défis et proposer des solutions en vue d'un nouveau départ. Pour se faire, l'immersion dans la littérature paraît nécessaire afin d'adapter les modèles d'orientation au contexte du système éducatif du Bénin en vue de surmonter les défis exprimés par les acteurs. De ce point de vue, un tableau contenant les défis, les propositions d'orientation et les sources documentaires est recyclé pour mettre en lumière les perspectives d'actions.

Tableau 7 : Défis et orientations pour un nouveau départ éducatif

Défis identifiés	Orientations proposées	Sources / Années
Taux de scolarisation primaire et secondaire encore inégal entre zones urbaines/rurales	Investissements ciblés en infrastructures scolaires en zones rurales, programmes de soutien à la scolarisation en milieu défavorisé	INSAE, <i>Annuaire statistique de l'éducation</i> (2020) ; Banque mondiale, <i>World Development Indicators</i> (2023)
Disparités persistantes entre filles et garçons, surtout en zones rurales	Politiques de bourses pour les filles, campagnes de sensibilisation, internats féminins	UNICEF, <i>MICS Bénin</i> (2017–2018) ; UNESCO, <i>Gender Report</i> (2020)
Faible qualité de l'enseignement (fort taux de redoublement, surcharge des classes, résultats PASEC faibles)	Recrutement et formation continue des enseignants, réduction du ratio élèves/enseignant, révision des programmes	CONFEMEN/PASEC, <i>Rapport Bénin</i> (2019) ; UNESCO-UIS, <i>Rapport mondial de suivi sur l'éducation</i> (2021)
Gouvernance et financement insuffisants	Augmenter la part du budget national pour l'éducation, améliorer la gestion et le suivi-évaluation	Plan Sectoriel de l'Éducation du Bénin 2018–2030 ; Banque mondiale (2022), <i>Rapport sur le financement de l'éducation</i>
Inadéquation entre formation reçue et besoins du marché de l'emploi	Développement de la formation technique et professionnelle (EFTP), partenariats avec entreprises	MESRS Bénin, <i>Rapport sur l'enseignement supérieur et technique</i> (2021) ; Banque mondiale, <i>Skills Development in Africa</i> (2020)

Source : Plan sectoriel de l'éducation du Bénin (2018-2030)

Ce tableau met en lumière qu'en dépit des progrès perceptibles réalisés depuis 1960, le système éducatif reste confronté à des limites structurelles liées à l'accès, l'équité, la qualité et à la gouvernance. Les écarts persistants entre zones urbaines et rurales, entre filles et garçons, ainsi que les insuffisances en matière de formation et d'infrastructures montrent que la réussite des réformes ne peut se mesurer uniquement par les taux de scolarisation.

Des verbatims structurés par catégorie d'acteurs sont résumés en synthèses de représentations des voix des acteurs pour montrer le lien direct entre défis et solutions en vue du nouveau départ éducatif au Bénin.

Selon les enseignants en zone rurale, dans les écoles rurales, les enseignants soulignent que les classes restent encore surchargées, avec parfois plus de 70 élèves pour un seul maître. Cela rend difficile, le suivi individuel des enfants et explique les taux élevés de redoublement. Selon eux, un meilleur recrutement d'enseignants, l'extension des classes et une formation continue adaptée permettraient de relever ce défi.

En zone rurale, les parents reconnaissent que même si la gratuité du primaire a encouragé beaucoup d'inscriptions, certaines familles retirent encore leurs enfants de l'école pour des raisons économiques. Ils estiment qu'un soutien matériel (bourses, cantines scolaires, fournitures gratuites) serait une solution efficace pour maintenir les enfants à l'école.

Concernant les responsables éducatifs et des ONG, du côté des filles, plusieurs responsables insistent sur le fait que les mariages précoces et la pauvreté freinent leur scolarisation. Ils proposent la mise en place de bourses scolaires et la création d'internats pour filles afin de garantir leur maintien dans le système éducatif.

Les décideurs, eux, reconnaissent que le financement de l'éducation reste insuffisant par rapport aux ambitions nationales. Certains suggèrent d'augmenter la part du budget national allouée à l'éducation et d'instaurer des mécanismes de suivi-évaluation plus rigoureux.

Du côté des acteurs, l'éducation au Bénin reste trop théorique et déconnectée des besoins du marché du travail. Ils proposent le développement de la formation technique et professionnelle, ainsi que des partenariats écoles-entreprises, comme levier stratégique pour un nouveau départ.

Les orientations proposées, fondées sur des données nationales et internationales, des perceptions empiriques des acteurs éducatifs (verbatim) suggèrent un repositionnement des politiques éducatives sur la réduction des inégalités, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, le renforcement de la gouvernance et l'adaptation de l'éducation aux réalités socio-économiques. De ce fait, un nouveau départ éducatif au Bénin exige une action concertée de l'Etat, des

communautés et du secteur privé pour construire une école plus inclusive, équitable et performante.

3. Discussion des résultats

Les résultats montrent une progression significative de l'accès à l'éducation primaire, avec un taux brut de scolarisation passant de 20 % en 1960 à 97 % en 2018, et une quasi-parité entre filles et garçons. Ces données confirment les observations de l'UNESCO (2005, p. 84), qui souligne que les politiques de gratuité et d'universalisation ont permis d'atteindre un accès presque universel dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Ils s'accordent aussi avec les travaux de Adéoti (2020, p. 103) note que les efforts ciblant la scolarisation des filles ont un impact direct sur le taux d'achèvement primaire, ce que prouve la corrélation forte observée ($r = 0,82$) dans notre étude confirme.

Bien que les progrès soient notables, les disparités persistent entre zones urbaines et rurales. Cela rejoint les constats de PASEC (2019, p. 47), qui indique que l'accès reste limité dans les régions les plus isolées, ce qui suggère que la simple extension de l'accès ne suffit pas à garantir l'équité. Nos résultats révèlent une amélioration modérée des performances scolaires (taux de réussite aux examens de 48 % dans les années 1975-1990 à 70 % en 2018), mais avec des disparités persistantes. La corrélation positive entre le taux d'enseignants formés et la réussite scolaire ($r = 0,78$) montre que la qualité de la formation des enseignants est un facteur déterminant. Ces observations sont cohérentes avec Gbenou (1983, p. 27), qui souligne que la faiblesse des performances scolaires dans les années 1980 était liée à un déficit en enseignants qualifiés. De même, Lauwerier (2013, p. 45) insiste sur le rôle central de la compétence pédagogique dans l'amélioration des résultats scolaires, en complément des infrastructures et des ressources pédagogiques.

Même si les réformes récentes ont introduit de nouvelles méthodes et outils pédagogiques, la qualité globale reste insuffisante, surtout dans les zones rurales et dans les classes surchargées, ce qui rejoint les constats des études de terrain menées par Amoussou-Yéyé (1993, p. 122).

L'étude montre une corrélation positive modérée entre les dépenses par élève et la réussite scolaire ($r = 0,65$), confirmant que le financement contribue aux performances. Ces résultats rejoignent

ceux de l'UNESCO (2005) et de la Banque mondiale (2010), qui insistent sur l'importance d'un financement adéquat pour soutenir la qualité, notamment à travers l'accès aux manuels, équipements et formations continues.

Malgré les investissements, les disparités entre zones rurales et urbaines persistent, suggérant que la répartition des ressources et la gouvernance locale jouent un rôle clé dans l'efficacité des réformes.

La corrélation négative entre la surcharge des classes et la réussite ($r = -0,54$) confirme que l'augmentation de l'accès ne suffit pas : un environnement pédagogique surchargé limite les apprentissages. Cette observation rejoint les analyses de Paillé et Mucchielli (2016, p. 189), qui soulignent l'importance de l'organisation de la classe et du ratio élèves/enseignants pour la qualité de l'enseignement. Les entretiens qualitatifs confirment ces tendances : enseignants et parents évoquent le manque de matériel, la surcharge et les difficultés à appliquer les nouvelles méthodes pédagogiques. Ces constats rejoignent les travaux de Adéoti (2020), qui plaide pour un nouveau départ éducatif intégrant infrastructures, formation, innovations pédagogiques et suivi-évaluation continu.

En comparant les résultats de cette étude avec la littérature, les acquis en termes d'accès et de parité sont conformes aux conclusions de l'UNESCO (2005) et PASEC (2019). Les limites en matière de qualité et de disparités régionales sont similaires à celles identifiées par Gbenou (1983), Amoussou-Yéyé (1993) et Lauwerier (2013) pendant que la corrélation entre formation des enseignants, financement et réussite scolaire renforce les recommandations classiques. En effet, la littérature en sciences de l'éducation converge pour montrer que la corrélation entre la formation des enseignants, le niveau de financement et la réussite scolaire justifie les recommandations classiques d'un renouveau éducatif. Les travaux de Shulman (1986), Darling-Hammond (2000) et Hattie (2009) soulignent l'importance de la qualité de la formation. Les analyses de l'UNESCO (Rapports GEM), de Hanushek (2011) et de la Banque mondiale (Barber & Moushared, 2007) insistent sur le rôle du financement efficace. Enfin, les rapports PISA de l'OCDE, ainsi que les contributions de Bourdieu et Passeron (1970) et de Fullan (2001), montrent que l'équité, le leadership et la gouvernance scolaire sont des leviers essentiels pour améliorer les performances éducatives.

Les réformes éducatives post indépendance au Bénin ont permis des progrès significatifs, du système éducatif du Bénin. Cependant, la qualité des apprentissages reste un défi, en particulier dans les zones rurales et dans les classes surchargées. L'analyse par corrélation confirme que la formation des enseignants, le financement et la gestion des classes sont des leviers essentiels pour améliorer durablement le système éducatif. Ces constats renforcent l'idée qu'un nouveau départ éducatif doit combiner expansion de l'accès, renforcement des compétences pédagogiques et amélioration des infrastructures.

Conclusion

La présente étude a permis d'évaluer les réformes éducatives post indépendance au Bénin à travers une analyse des résultats obtenus, en portant une attention particulière à la confirmation ou à l'infirmation de chacune des hypothèses posées.

L'analyse des réformes éducatives post indépendance au Bénin a permis, dans un premier temps, de décrire leurs effets sur l'accès à l'éducation, l'équité, la gouvernance et les perspectives du système éducatif. De ce point de vue, la recherche met en évidence les progrès impulsés par les réformes d'une part, et leurs limites d'autre part avant de proposer les perspectives. Ainsi, le résultat confirme l'hypothèse spécifique 1 que les réformes éducatives post indépendance ont significativement amélioré l'accès à l'éducation, mais leur impact sur la qualité des apprentissages reste limité. Il résume que les réformes ont amélioré sensiblement l'accès à l'éducation, réduit progressivement certaines inégalités entre zones urbaines et rurales, entre filles et garçons et impulsé une meilleure structuration de la gouvernance éducative, en dépit des limites persistantes révélées en matière de qualité, de financement et de suivi-évaluation.

En ce qui concerne la confirmation de l'hypothèse spécifique 3 : « Un nouveau départ éducatif passe par la contextualisation des programmes, le renforcement de la formation des enseignants et un financement durable », les résultats montrent que les réformes entreprises ont, pour la plupart, un impact positif mais limité sur la qualité de l'enseignement et des apprentissages, surtout dans les zones rurales, où l'accès aux infrastructures et aux ressources demeure insuffisant. Ce résultat évoque l'idée d'un nouveau départ et non l'échec. L'identification des défis à la deuxième hypothèse suscite des orientations éducatives centrées sur des actions concertées de l'état, de

la communauté et du privé pour une école inclusive, équitable et de qualité. A cette étape, le troisième résultat est atteint et confirme la troisième hypothèse de la recherche.

La limite et la portée de cette recherche résident principalement dans le choix des échantillons étudiés et le cadre géographique limité, ce qui ne permet pas d'étudier de manière exhaustive les effets de chaque réforme dans l'ensemble du pays. De plus, les données utilisées, bien que fiables, ne couvrent pas toutes les nuances temporelles des réformes, ce qui restreint l'analyse sur le long terme.

La méthodologie choisie, fondée sur une approche qualitative et une analyse documentaire approfondie, s'est avérée pertinente pour ce type d'étude. Toutefois, l'ajout d'approches quantitatives permet de renforcer la validité des résultats obtenus et d'apporter une dimension plus objective à l'évaluation des réformes.

Enfin, cette recherche ouvre la voie à plusieurs pistes de réflexion et suggestions. Il serait pertinent d'approfondir l'étude des réformes récentes pour mieux cerner leurs impacts, en particulier dans le cadre des nouvelles politiques éducatives. Il serait également bénéfique d'inclure davantage d'acteurs locaux dans les processus d'évaluation, afin de mieux prendre en compte les spécificités régionales et culturelles dans les décisions politiques.

En définitive, les réformes éducatives post indépendance au Bénin permettent des avancées significatives en termes d'accès et de parité, mais demeurent limitées quant à la qualité et à l'équité. Le nouveau départ éducatif, pour être effectif, devra s'appuyer sur une vision intégrée, reliant qualité pédagogique, infrastructures adaptées et gouvernance participative.

Références bibliographiques

- ADÉOTI Kocou, 2020, *Éducation et développement en Afrique de l'Ouest : bilan et perspectives*, Cotonou, Presses Universitaires du Bénin.
- AMOUSSOU-YÉYÉ Désiré, 1993, *Politiques éducatives et inégalités sociales au Bénin*, Porto-Novo, Éditions du Flamboyant.
- ARON Raymond, 1967, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard.
- BANQUE MONDIALE, 2010, *Rapport sur le développement dans le monde : Investir dans l'éducation pour réduire la pauvreté*, Washington, DC, Banque mondiale.

-
- BANQUE MONDIALE, 2020, *Skills Development in Africa*, Washington, DC, Banque mondiale.
- BANQUE MONDIALE, 2022, *Rapport sur le financement de l'éducation*, Washington, DC, Banque mondiale.
- BANQUE MONDIALE, 2023, *World Development Indicators*, Washington, DC, Banque mondiale.
- BARBER Michael et MOURSHED Mona, 2007, *How the world's best-performing school systems come out on top*, Rapport McKinsey, Banque mondiale.
- BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, 1970, *La Reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit.
- DARLING-HAMMOND Linda, 2000, "Teacher Quality and Student Achievement", in *Educational Policy*, Volume 14(1), p. 5-30.
- FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF), 2017-2018, *Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) – Bénin*, New York, UNICEF.
- FULLAN Michael, 2001, *Leading in a Culture of Change*, San Francisco: Jossey-Bass.
- GBENOU Émile, 1983, *L'école béninoise face aux défis de l'indépendance*, Paris, L'Harmattan.
- GHIGLIONE Rodolphe et MATALON Benjamin, 1998, *Les enquêtes sociologiques* (5e éd.), Paris, Armand Colin.
- HANUSHEK Eric, 2011, "The Economic Value of Higher Teacher Quality", in *Economics of Education Review*, Volume 30(3), p. 466-479.
- HATTIE John, 2009, *Visible Learning: A Synthesis of Over 800 Meta-Analyses Relating to Achievement*, New York, Routledge.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE (INSAE), 1990-2020, *Annuaires statistiques de l'éducation*, Cotonou, INSAE.
- LAUWERIER Thierry, 2013, *La formation des enseignants en Afrique subsaharienne : défis et perspectives*, Paris, UNESCO-IIPE.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU BÉNIN (MENB), 1991, *États généraux de l'éducation : rapport final*, Cotonou, Ministère de l'Éducation Nationale du Bénin.
- MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS Bénin), 2021, *Rapport sur l'enseignement supérieur et technique*, Cotonou, MESRS.

- MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE (MEMP), 2024, *Rapports statistiques annuels du CEP*, Cotonou, Ministère des Enseignements Maternel et Primaire.
- MUCCHIELLI Alex, 2009, *Les méthodes qualitatives*, (3e éd.), Paris, PUF.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE), (divers), *Rapports PISA sur l'Évaluation des élèves*, Paris, Éditions de l'OCDE.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO), 2005, *Éducation pour tous : rapport de suivi mondial 2005 – L'éducation au service de la liberté*, Paris, UNESCO.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO), 2021, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation*, Paris, UNESCO.
- PAILLÉ Pierre et MUCCHIELLI Alex, 2016, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, (4e éd.), Paris, Armand Colin.
- PLAN SECTORIEL DE L'ÉDUCATION (PSE), 2006–2015, 2018–2030, *Plans sectoriels de l'éducation du Bénin*, Cotonou : Gouvernement du Bénin.
- PROGRAMME D'ANALYSE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS DE LA CONFEMEN (PASEC), 2019, *Évaluation des acquis scolaires en Afrique subsaharienne francophone : rapport de synthèse*, Dakar : CONFEMEN.
- SHULMAN Lee S., 1986, "Those who understand: knowledge growth in teaching", *Educational Researcher*, Volume 15(2), p. 4-14.